

ECOLES EUROPEENNES

712-D-93

Orig.: Fr/En

12 janvier 1994

RAPPORT DU REPRESENTANT
DU CONSEIL SUPERIEUR
DES ECOLES EUROPEENNES

* 1993 *

Perspectives...

L'année 1994 sera importante pour les Ecoles européennes.

En effet, il faut absolument que le malentendu qui existe entre le Parlement européen et nous-mêmes soit dissipé et que le processus amélioré de communication et d'information entamé en 1993 soit poursuivi et développé. Dans ce contexte, il importe de clarifier les rapports entre le Conseil des Ministres, le Parlement européen, la Commission et le Conseil supérieur, pour que le partage de compétences entre ces différents organes soit précisé et que le processus de décision puisse fonctionner efficacement. En outre, l'accroissement du flux d'informations doit se poursuivre et des forums doivent être créés afin de permettre des échanges de vues concrets sous forme de face-à-face, par exemple, par la constitution d'une commission mixte permanente.

Par ailleurs, les travaux en matière de planification de la troisième Ecole européenne de Bruxelles se poursuivront et s'intensifieront. Le problème fondamental de sa taille et des mètres carrés à prévoir par élève a pu être résolu entre-temps selon les lignes directrices fixées par le Conseil supérieur et les autorités belges. Par conséquent, la nouvelle Ecole à construire pourra accueillir environ 2400 élèves et sera conforme aux normes belges en matière d'espace vital.

Enfin, le Groupe de travail permanent, dont les membres sont des représentants des deux Ecoles de Bruxelles existantes (Directeurs, enseignants, parents), de la Commission, des autorités belges et des deux universités de Bruxelles (l'ULB et la VUB), a été renforcé par deux Inspecteurs (pour le cycle primaire et le cycle secondaire).

La prochaine étape consistera en une discussion en janvier sur des plans de situation plus détaillés pour la disposition des différents bâtiments scolaires, ainsi que sur les mesures à envisager en vue de résoudre les problèmes de circulation.

D'autre part, à l'issue de l'audition du Parlement européen, la nouvelle Convention progressera vers la ratification. Parallèlement à ce procédé, un sous-comité du Comité de l'éducation du Conseil des Ministres se penchera sur certains aspects de l'amélioration éventuelle à terme de la gestion des Ecoles européennes.

Par ailleurs, la direction quotidienne des Ecoles ira sans doute en s'améliorant, suite à l'informatisation en cours. En effet, le projet COBEE (le volet comptabilité) est désormais mis en oeuvre dans toutes les Ecoles et les projets PERSEE (le personnel enseignant) et ELEE (les élèves) sont en bonne voie. Bien évidemment, on tirera profit de l'expérience acquise lors de la mise en oeuvre du système COBEE pour les besoins des projets PERSEE et ELEE, afin que l'ensemble du processus puisse se dérouler avec un minimum de problèmes. Toutefois, on ferait preuve de trop d'optimisme en affirmant qu'aucun problème ne se posera.

Mais je suis persuadé qu'on arrivera à un bon résultat pour la fin de l'année 1994, grâce aux beaux efforts de toutes les parties intéressées.

Enfin, le renforcement du contrôle financier représente une autre mesure importante, susceptible d'améliorer nos procédures budgétaires et financières. A cet égard, la nomination récente d'un Contrôleur financier subordonné est un élément essentiel.

D'autre part, parmi les perspectives d'avenir les plus passionnantes, figure certainement la création d'un certain nombre de nouvelles agences de l'EU. Le jour même de cette décision, j'ai pris contact avec toutes les délégations intéressées pour leur demander si l'établissement d'une telle agence sur leur territoire nécessitera la création d'une Ecole européenne.

Dans ce contexte, il semble pertinent de faire allusion aux discussions antérieures qui ont eu lieu au sein du Conseil supérieur sur base d'un document rédigé par les Directeurs, dans lequel ceux-ci rappellent un certain nombre de possibilités en ce qui concerne le recours aux Ecoles européennes en tant que modèles, allant de la création de «vraies» Ecoles européennes au seul recours à certaines caractéristiques propres aux Ecoles européennes, et en passant par la création de sections linguistiques. L'année 1994 fera apparaître la voie à suivre. A cet égard, le Conseil supérieur sera sans doute appelé à faire certains choix. Heureusement que nous avons pratiqué la collaboration entre le Bureau et les Ecoles d'une part, et les autorités nationales d'autre part, lors de l'introduction de la Dimension européenne.

Il ressort clairement de l'enquête sur les activités au cours de l'année scolaire 1992/1993, que les Ecoles ne sont sûrement pas isolées et que nos liens avec d'autres établissements scolaires vont s'intensifier dans un proche avenir. Puisque nous avons appris à mieux nous faire connaître auprès d'autrui et que nous faisons de plus en plus figure d'ateliers pédagogiques de la Dimension européenne, nous recevrons des demandes d'informations et d'aide sans cesse grandissantes.

Enfin, j'ai réservé peut-être le plus grand défi pour la fin de ce volet prospectif : je veux parler de l'adhésion de nouveaux pays à l'Union européenne. A cet égard, j'ai déjà pris contact avec certains pays, lesquels bien sûr, souhaitent vivement se renseigner sur les possibilités scolaires ouvertes aux enfants de leurs fonctionnaires.

En effet, la tâche que représente l'intégration de ces nouveaux pays constitue un défi auquel tous ceux qui travaillent au sein des Ecoles européennes devront faire face ensemble.

I. EVOLUTION DE LA POPULATION SCOLAIRE

A la rentrée de septembre 1993, un nouvel accroissement global des effectifs scolaires a pu être enregistré : 15.058 élèves fréquentent les Ecoles européennes, ce qui constitue une augmentation de 146 élèves par rapport à l'année précédente.

ECOLES	Maternel	Primaire	Secondaire	Total
Luxembourg	411	1.266	1.611	3.288
Bruxelles I	273	1.153	1.975	3.401
Bruxelles II	150	918	1.424	2.492
Mol	49	216	456	721
Varese	119	494	622	1.235
Karlsruhe	80	475	687	1.242
Bergen	80	323	435	838
Munich	81	371	548	1.000
Culham	97	304	440	841
TOTAL	1.340	5.520	8.198	15.058

Il faut noter que :

- dans six des neufs Ecoles, les effectifs ont augmenté,
- dans trois Ecoles les effectifs ont diminué.

Les augmentations se situent à 1,73% pour l'Ecole de Luxembourg, à 1,28% pour l'Ecole de Bruxelles I, à 1,71% pour l'Ecole de Bruxelles II, à 4,49% pour l'Ecole de Mol, à 1,22% pour l'Ecole de Karlsruhe et à 3,1% pour l'Ecole de Munich.

Les diminutions se situent à 1,04% pour l'Ecole de Varese, à 5,42% pour l'Ecole de Bergen et à 1,2% pour l'Ecole de Culham.

L'augmentation du nombre d'élèves à Luxembourg et dans les deux Ecoles de Bruxelles est essentiellement due à l'inscription d'enfants admissibles de droit car ces Ecoles pratiquent toujours une politique stricte en ce qui concerne la limitation des inscriptions d'élèves privés, compte tenu du fait que les locaux actuels ne permettent pas le dédoublement de classes. A Mol, compte tenu des effectifs relativement réduits des classes dans certaines sections linguistiques, l'administration d'élèves ne pose pas de problèmes essentiels de locaux. L'Ecole de Munich croît par l'admission d'élèves dont les parents appartiennent à l'OEB.

L'accroissement dans cette Ecole se situe au niveau du primaire et du secondaire (44 et 70 élèves) alors qu'au niveau maternel il faut constater une diminution du nombre d'élèves (81 au lieu de 87 en 1992).

A Karlsruhe c'est au niveau du secondaire que se situe l'augmentation (687 au lieu de 651 en 1992) alors que dans les autres cycles on constate une diminution des effectifs. La direction de l'Ecole fait observer que la capacité maximale d'admission dans cette Ecole est atteinte.

A Bergen, les effectifs sont en diminution dans chacun des trois cycles tandis qu'à Varèse, la diminution d'élèves est sensible à l'Ecole secondaire (622 au lieu de 653) alors qu'elle est en augmentation au niveau primaire et au niveau maternel.

II. EVOLUTION DU NOMBRE D'ENSEIGNANTS DETACHES ET EFFECTIF DES CHARGES DE COURS

La situation au 15 septembre est la suivante :

ECOLES	en fonction au 15/09/92	en fonction au 15/09/93	Augmentation ou diminution
Luxembourg	202	204	+1%
Bruxelles I	223	226	+1,35%
Bruxelles II	155	156	+0,6%
Mol	66	67	+1,5%
Varese	98	98	/
Karlsruhe	88	87	-1,14%
Bergen	68	70	+2,9%
Munich	67	67	/
Culham	79	76	-3,8%
TOTAL	1.046	1.051	+0,5%

Les effectifs sont à peu près stables. En effet, alors que la population scolaire a augmenté de $\pm 1\%$ par rapport à la rentrée de 1992, le nombre d'enseignants a augmenté de 0,5% ce qui s'explique par le fait qu'en recrutant des élèves, il n'est pas nécessaire partout d'engager des enseignants nouveaux.

Le nombre relativement élevé de chargés de cours en fonction dans les Ecoles est expliqué dans le document 2112-D-93 qui fait l'objet d'un point B de l'ordre du jour de la présente réunion du Conseil supérieur. Les effectifs de chargés de cours par Ecole sont repris ci-dessous :

ECOLES	Primaire	Secondaire	Religion	Total
Luxembourg	25	32	27	84
Bruxelles I	28	51	47	134
Bruxelles II	19	33	40	92
Mol	8	24	11	43
Varese	19	14	18	51
Karlsruhe	15	14	17	46
Bergen	15	23	16	54
Munich	34	28	13	75
Culham	20	24	14	58
TOTAL	183	243	203	637

Sur les 637 chargés de cours, 203 soit 31,9% sont des enseignants de religion dont le recrutement échappe aux Directeurs.

III. SITUATION ET EVOLUTION DES ECOLES EUROPEENNES

Les activités développées dans les Ecole européennes sont décrites dans les rapports de rentrée des Directeurs. Il convient de noter en particulier :

- ☐ les activités culturelles et sportives qui se sont déroulées à la fois à l'intérieur de l'Ecole mais aussi au niveau inter-scolaire,
- ☐ les échanges qui ont eu lieu avec des Ecoles locales ou avec des établissements scolaires situés en dehors de la Communauté européenne, notamment avec les pays de l'Est,
- ☐ les efforts faits pour assurer une bonne orientation des élèves au cours de leurs études ou à la fin du cycle secondaire,
- ☐ les réalisations effectuées dans chacune des Ecoles pour renforcer la conscience européenne non seulement à l'intérieur des établissements grâce aux efforts accomplis par les différents

professeurs mais aussi vis-à-vis des établissements locaux, par la participation des élèves à des conférences ou par l'invitation des médias à visiter les Ecoles européennes,

- ☐ la poursuite des activités telles que le Model European Council ou le Model European Parliament où les élèves simulent le déroulement de réunions de Parlementaires européens après une préparation minutieuse avec l'aide précieuse de leurs professeurs,
- ☐ le déroulement de classes vertes et de classes de neige au cycle primaire qui permettent aux élèves des différentes sections linguistiques de mieux se comprendre, facilitant ainsi l'intégration européenne dès le plus jeune âge,
- ☐ la pratique de journées «portes ouvertes» dans la plupart des Ecoles, afin de sortir les Ecoles européennes d'un isolement qui est parfois critiqué.

IV. ACTIVITES DEVELOPPEES PAR LE CONSEIL SUPERIEUR AU COURS DE L'ANNEE SCOLAIRE

Depuis le dernier rapport présenté au Conseil Supérieur de janvier 1993, nous nous sommes réunis :

- les 27 et 28 avril 1993 à Luxembourg,
- le 15 septembre 1993 à l'occasion d'une rencontre exceptionnelle due aux difficultés créées par le blocage du budget des Ecoles par le Parlement européen,
- le 26 octobre 1993 à Bruxelles,
- le 30 novembre 1993 à Bruxelles pour une rencontre avec quelques membres de la Commission budgétaire du Parlement européen.

Les réunions ordinaires, celle d'avril et celle d'octobre ont été préparées par les Comités préparatoires, alors que les deux réunions extraordinaires ont été provoquées par l'intérêt tout particulier du Parlement européen à la situation budgétaire des Ecoles.

I. Concernant les deux réunions extraordinaires

A savoir celle du 15 septembre 1993 et celle du 30 novembre 1993, elles avaient pour objet de prendre en compte les observations faites par les deux Commissions du Parlement européen, concernées par les Ecoles européennes, la Commission de l'Education, de la Culture et des Médias et la Commission budgétaire.

Les dialogues et les échanges de correspondances qui ont eu lieu ont permis d'obtenir un déblocage du budget de l'exercice 1993 dont 5.780.000 Ecus avaient été inscrits au chapitre 100 du budget de la Commission et ne pouvaient être utilisés que dans certaines conditions. Le Parlement européen a levé le blocage pour 1993. Il a aussi voté le budget de 1994 dans sa totalité, après avoir reçu l'assurance que des contacts plus fréquents et plus directs seront établis entre le Conseil supérieur et l'autorité budgétaire que représente le Parlement européen.

II. Concernant les deux réunions ordinaires, à savoir

Celle des 27 et 28 avril 1993 et celle du 26 octobre 1993 elles avaient été préparées minutieusement par les Conseils d'inspection, les Comités pédagogiques et le Comité administratif et financier.

Les décisions qui ont été prises concernent à la fois le domaine administratif et financier et le domaine pédagogique.

1) Dans le domaine administratif et financier :

- ☐ Le Conseil supérieur a arrêté les règles fixant la protection de données informatiques pour les fichiers signalétiques du personnel.
- ☐ Il a énoncé les règles à respecter en matière de gestion du personnel et a énuméré le contenu des pièces qui doivent figurer dans les dossiers pédagogiques et administratifs du personnel enseignant.
- ☐ Le Conseil supérieur a relevé le minerval scolaire en l'adaptant au taux d'inflation, conformément aux décisions prises en avril 1987 et qui n'ont pas été respectées dans le passé. C'est pourquoi le Conseil supérieur a décidé d'adapter pour le minerval le taux cumulé de l'inflation depuis 1987.
- ☐ Le Conseil supérieur a procédé à la nomination du Directeur de l'Ecole européenne de Varèse et du Directeur Adjoint pour le cycle secondaire de l'Ecole européenne de Karlsruhe à compter du 15 septembre 1993.
Il a également accordé la mutation du Directeur actuel de Luxembourg vers Bruxelles II et du Directeur actuel de Culham vers Munich à compter du 15 septembre 1994,

- ☐ Le Conseil supérieur a attribué à l'Espagne pour la rentrée de septembre 1993, le poste de Directeur Adjoint pour le cycle secondaire à Varese. La nomination à ce poste a été effectuée par la procédure écrite s'achevant le 13 juillet 1993, sur avis des Conseils d'inspection après examen des candidatures par un Comité de sélection,
- ☐ Le Conseil supérieur a également attribué pour la rentrée de septembre 1994 les postes suivants aux différents pays :
 - à la France le poste de Directeur à l'Ecole européenne de Luxembourg,
 - à l'Italie le poste de Directeur à l'Ecole européenne de Culham,
 - à l'Allemagne le poste d'Adjoint du Directeur pour le cycle primaire à Luxembourg,
 - à la Belgique le poste d'Adjoint au Directeur pour le cycle primaire à Munich,
 - au Portugal le poste d'Adjoint au Directeur pour le cycle primaire à Bruxelles I.

La proposition de sélection a été effectuée par deux Comités de sélection, elle a ensuite été soumise aux deux Conseils d'inspection. Le Conseil supérieur sera appelé au cours de la présente réunion à désigner les Directeurs et les Directeurs Adjoints pour la rentrée scolaire prochaine après examen des avis donnés par les Comités de sélection et les Conseils d'inspection.

- ☐ Le Conseil supérieur a également décidé de créer un poste de Contrôleur financier subordonné à compter du 01 janvier 1994. Lors de sa réunion du 26 octobre 1993, sur proposition du Comité de sélection, le Conseil supérieur a nommé la personne de nationalité portugaise qui occupera ce poste.
- ☐ Il a été décidé de créer un poste d'instituteur détaché pour les élèves portugais de Mol et de créer des cours de mathématiques et de langue de base portugaise pour le cycle secondaire de cette Ecole. Cette décision n'implique pas la création d'une section portugaise à Mol.
- ☐ Deux accords de financement ont été signés entre le Conseil supérieur et la firme Dow Italia pour l'admission d'élèves à l'Ecole européenne de Varese et avec la firme NAM pour l'admission d'élèves à l'Ecole européenne de Bergen.

2) Dans le domaine pédagogique :

□ Les rapports des deux Présidents des Conseils d'inspection montrent de manière exhaustive l'activité développée par les Inspecteurs au cours de l'année scolaire 1992-1993. Ces activités ont été concrétisées par les décisions prises par le Conseil supérieur dans les domaines suivants :

- Le Conseil supérieur a approuvé la mise au point faite par les Inspecteurs sur les dispositions relatives à l'enseignement des langues dans les Ecoles européennes. Cette mise au point était nécessaire pour éviter la confusion dans l'appellation des langues à différents niveaux de la scolarité des élèves.
- Le Conseil supérieur a également approuvé une nouvelle réglementation pour l'enseignement de la langue maternelle pour les élèves qui ne disposent pas d'une section linguistique dans leur Ecole.
- Les plans de formation continue pour le cycle primaire (plan de 4 ans) et pour le cycle secondaire (plan pour la prochaine année scolaire) ont été approuvés.
- Le Conseil supérieur a approuvé en outre, le plan-cadre d'éducation artistique pour le cycle primaire.
- La mesure transitoire prise par le Conseil supérieur pour la tâche hebdomadaire des enseignants du secondaire a été reconduite pour l'année scolaire 1993-1994.
- Concernant les priorités pédagogiques demandées par le Comité pédagogique secondaire, le Conseil supérieur a décidé de reporter la discussion à la réunion de janvier 1994 sur base d'une nouvelle discussion qui aura eu lieu au Comité administratif et financier le 17 décembre 1993.

Bien entendu, les Comités pédagogiques et les Conseils d'inspection ont développé de nombreuses activités dont les résultats n'ont pas nécessité la proposition de décisions de la part du Conseil supérieur. Les rapports sur les visites d'inspection communes dans les Ecoles de Mol et de Munich, l'examen du Statut des chargés de cours, l'examen des rapports des examinateurs externes et celui du Président des jurys du Baccalauréat ne sont que quelques exemples des points qui ont fait l'objet de discussions au sein des Comités et Conseils pédagogiques et qui figurent par ailleurs à l'ordre du jour de la présente réunion du Conseil supérieur.

Rétrospectives

A certains égards, l'année 1993 s'est avérée difficile pour les Ecoles européennes. Le montant de 5.780.000 ECU bloqués par le Parlement européen n'a été débloqué qu'au début du mois d'octobre, ce qui a empêché les Ecoles de suivre les principes de la «bonne gestion financière» énoncés dans le Règlement financier.

A côté de ce problème financier et budgétaire, des projets de rapports sur les Ecoles européennes ont été rédigés par deux députés européens, à savoir, Madame Theato et Monsieur Oostlander. Même si nous sommes conscients des imperfections de notre monde, lesquelles d'ailleurs, nous essayons sans cesse d'éliminer, certaines des accusations faites dans les rapports, et notamment «notre isolement», ont généralement été jugées excessives. Et nombreux sont ceux qui ont bien voulu prendre la défense des Ecoles.

Bien évidemment, il serait trop facile de ne rien faire d'autre que de critiquer ceux qui nous critiquent au sein du Parlement européen. Il faut aussi que nous nous rendions compte de la nécessité de communications encore améliorées et intensifiées. Un tel processus a été entamé vers la fin de l'année lors des débats au Parlement européen sur le blocage éventuel d'un montant encore plus important du budget 1994. Une série de rencontres à plusieurs niveaux a permis d'éviter ce blocage et il est évident que les rapports étroits établis entre le Conseil supérieur et le Parlement européen à cette occasion, doivent se poursuivre et se développer.

Sous tous les autres rapports, l'année 1993 a été bonne, l'évolution au sein des Ecoles ayant été largement positive, comme en témoignent les documents précédents.

Nous avons fêté notre 40ème anniversaire! Cela s'est fait en grande pompe, de nombreuses fêtes ayant été organisées à l'Ecole européenne de Luxembourg, en présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse de Luxembourg, ainsi que de nombreux autres amis des Ecoles. Je tiens à remercier tous ceux qui ont fait un événement mémorable et qui par leur présence et par les discours prononcés, ont bien voulu nous apporter tout leur soutien.

Par ailleurs, je remercie vivement l'Ecole européenne de Luxembourg de l'organisation magnifique de ces fêtes.

Ce 40ème anniversaire a également été marqué par la publication d'un Livre commémoratif de ces 40 ans, lequel donne un aperçu kaléidoscopique de notre histoire et indique la voie à suivre à l'avenir. Un grand merci à tous les collaborateurs.

D'autre part, il ressort clairement d'une enquête sur les contacts entre les Ecoles européennes et le monde extérieur au cours de l'année scolaire 1992-1993, que nos contacts avec d'autres établissements scolaires sont plus importants que cela n'est généralement le cas pour des établissements scolaires nationaux. De nouvelles enquêtes de ce genre seront réalisées, également en vue de démontrer que les Ecoles ne sont pas isolées et que nous contribuons beaucoup à la mise en oeuvre de la Dimension européenne dans les établissements scolaires nationaux.

Les demandes de renseignements à notre sujet sont en augmentation constante et parmi les exemples concrets de notre rayonnement, figurent notamment les «Europaschulen» à Berlin. Créées en 1992 et inspirées des Ecoles européennes, ces Ecoles développent certaines de nos caractéristiques sur le plan tant local que national.

Quant à l'organisation de notre travail, il faut rappeler que l'année 1993 a vu l'intensification de la participation de la Présidence, par exemple, à la préparation de nos réunions. En effet, des séances préliminaires de planification ont eu lieu avant toutes les grandes réunions. Un grand merci aux délégations luxembourgeoise et néerlandaise de leur bonne collaboration.

Enfin, il ne me reste plus qu'à remercier vivement tous ceux qui au cours de l'année 1993 ont aidé à l'amélioration des Ecoles, lesquelles fonctionnaient pourtant très bien déjà, à savoir :

- ☐ Les Chefs de délégation, lesquels nous ont vraiment soutenus au niveau national, ainsi que lors de nos réunions de cette année, surtout dans nos contacts avec le Parlement européen.
- ☐ Les autorités nationales, puisque sans leur soutien, les Ecoles ne pourraient fonctionner. A titre d'exemple, je citerai notre excellente collaboration avec les Ministères des Travaux publics belge et luxembourgeois en vue de l'agrandissement des installations existantes.
- ☐ La Commission, pour sa collaboration étroite, allant des domaines généraux, tels que les travaux sur la nouvelle Convention, aux détails se rapportant à des problèmes quotidiens se posant dans les Ecoles.
- ☐ Les membres du Comité administratif et financier, pour la recherche de solutions à de nombreuses questions budgétaires, ainsi que pour la mise au point de procédure dans notre Règlement général.

- ☐ Les Inspecteurs, lesquels ont trouvé le temps de visiter les Ecoles et d'élaborer d'excellents rapports d'évaluation, en plus des travaux en cours au sein des nombreux comités et groupes de travail.
- ☐ Les Enseignants, lesquels ont non seulement rempli leur tâches pédagogiques en classe de façon excellente, mais ont également consacré beaucoup de temps aux travaux des différents commissions et conseils, tant au niveau local que dans les groupes de travail statutaires.
- ☐ Les parents, lesquels ont su très bien s'organiser au sein d'Interparents et dont les associations de chaque Ecole ont eu une influence positive sur la procédure de décision.
- ☐ Les Directeurs, lesquels au cours d'une année difficile, ont su assurer le bon fonctionnement des Ecoles et ont également trouvé le temps d'influencer les décisions importantes prises au sein des différents comités et groupes de travail.
- ☐ Enfin, tout le personnel du Bureau. En effet, mes collaborateurs ont une nouvelle fois fait preuve de leur profond dévouement à l'égard de leur travail et de leur forte motivation en vue d'améliorer nos prestations en faveur de tous les partenaires du monde des Ecoles européennes.

Nous sommes tous prêts à faire face au défi de l'année 1994.
